

Déclaration liminaire pour la Formation Spécialisée en santé, sécurité et conditions de travail du CSAL de la DDFIP 38

Monsieur le président,

C'est beaucoup de colère et un profond sentiment d'écœurement qui nous habitent aujourd'hui. En effet, au regard d'une loi aussi importante que celle sur les retraites, les méthodes employées par le gouvernement frôlent dangereusement le déni de démocratie : un débat parlementaire écourté par les articles 47.1 et 44.3, l'usage inique de l'article 49.3 ainsi qu'une promulgation sans délai de cette loi. Promulgation symptomatique du mépris du président de la République quand bien même l'immense majorité de la population rejette cette réforme et encore plus les salariés. Être à ce point sourd à l'expression massive dans les manifestations de cette grogne sociale, de la souffrance exprimée et de l'inquiétude de toute une nation témoigne pour le moins, si ce n'est de la provocation, d'une attitude archaïque, digne de l'ancien régime, d'un roitelet en pleine crise d'absolutisme...

La trajectoire empruntée est celle du désastre : le gouvernement multiplie les interdictions de manifester, jusqu'à assimiler le port d'une casserole à une menace terroriste (après en avoir fait de même avec le mouvement social), annonce la dissolution d'un collectif écologiste et remet en cause le financement du monde associatif (de la Ligue des droits de l'homme (LDH) aux associations d'aide aux migrants). Certains se demandent même si la France n'a pas changé de régime...

Avec méthode et détermination, ce pouvoir souhaite faire politiquement le vide, de façon à ne garder que l'extrême droite comme alternative, sinon comme partenaire. De fait, le danger de celle-ci n'est plus guère souligné, au point que ses violences, de plus en plus fréquentes au risque de devenir ordinaires, n'émeuvent guère le gouvernement. Pire, sur le terrain idéologique, tous les coups sont réservés au camp progressiste et aux causes émancipatrices. Le gouvernement tente de détourner la colère populaire vers les pauvres et les immigrés ; pour réagir aux propos, lamentables, du ministre de l'Économie, nous rappellerons que, si tant est que les Français aient comme première préoccupation, ou comme première explication de leurs déboires, la fraude, Bruno Le Maire pointe du doigt la moins onéreuse de celle-ci. Jusqu'à preuve du contraire, le Maghreb n'est pas une destination de l'évasion ou de la fraude fiscale. Et la fraude sociale, dont les montants ne se dirigent pas principalement vers l'étranger, coûte dix fois moins cher aux finances publiques que les fraudes de riches.

Cependant, la promulgation de la loi portant réforme des retraites ne signifie pas, contrairement à ce que semble croire le président, que le mouvement social et populaire va s'éteindre du simple fait de sa décision autoritaire. En effet, nous avons bien l'intention de poursuivre les appels à la lutte qui seront portés au niveau national et local. La journée du 1er mai sera, nous en sommes certains, une journée mémorable de mobilisation au cours de laquelle, l'ensemble des travailleuses et travailleurs se rejoindront dans un cortège commun qui sera historique, massif, familial et festif pour le mouvement social.

Ce rendez-vous revendicatif, au-delà de la contre-réforme des retraites, est l'occasion de rappeler que les motifs de colère sociale sont nombreux dans notre pays et notre ministère : le pouvoir d'achat et le niveau galopant de l'inflation, les suppressions d'emplois toujours aussi importantes, le nouveau chantage à la dette publique pour imposer la cage de fer austéritaire, la poursuite effrénée des réformes qui détruisent le service public et font perdre le sens du travail. Autant de sujets qui,

par ailleurs, conduisent à des difficultés de recrutement dans la Fonction Publique qui aggravent la situation dans toutes les administrations. À cela, il convient d'ajouter le récent rapport de la défenseure des droits qui déplore une déshumanisation des services publics et qui s'inquiète d'une dématérialisation excessive des démarches dans les services publics. Prétendre que cette réforme des retraites est le seul moyen de maintenir le système à l'équilibre et qu'il n'existe pas d'autres alternatives relève d'une idéologie ultra libérale au service du capital. De l'argent, il y en a, aux finances publiques on sait ça. Que dire des plus riches dont la fortune ne cesse de croître et qui défiscalisent à outrance, des super profits et des bénéfices record des entreprises dont les cadeaux fiscaux, disparition de la CVAE en tête, interroge sur la juste répartition des richesses dans notre pays.

Dans ce contexte, Solidaires Finances Publiques de l'Isère aurait légitimement pu demander une nouvelle neutralisation du dialogue social, au moins jusqu'au 1er mai prochain. Tel n'est pas notre choix pour cette Formation Spécialisée, parce qu'il nous a semblé nécessaire, sur des sujets de sécurité et santé au travail, d'être présents lors de cette réunion afin d'assurer le bon fonctionnement de cette instance, ouvrir le budget et représenter les agents de notre direction. Nous ne considérons pas pour autant que le dialogue social est rétabli sereinement aux niveaux national et local.

Notre présence n'est donc pas une règle, mais une circonstance au regard de notre priorité sur la santé et la sécurité des personnels qui nous ont accordé leur confiance.